

# Conférence de presse conjointe de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et de plusieurs chefs d'Etat d'Afrique centrale, sur le réchauffement climatique et les forêts d'Afrique centrale, à Paris le 16 décembre 2009.

LE PRESIDENT - Je serai volontairement bref, parce qu'une grande partie de nos amis, chefs d'Etat, Premiers ministres, Premier vice-président, ministres, vont partir à Copenhague. J'excuse le Président Ali BONGO qui avait un « slot » pour partir et qui a dû nous quitter.

Les choses, pour les résumer -mais naturellement les chefs d'Etat répondront aux questions que vous auriez à leur poser- je voudrais les remercier, particulièrement le Président Paul BIYA, le Président Denis SASSOU-NGUESSO, le Président Idriss DEBY, le Président BOZIZÉ, bien sûr le Président BONGO. Je voudrais remercier également Mme le Prix Nobel de la Paix, le Premier ministre, le Premier vice-président du Burundi, le Premier ministre de Guinée équatoriale et le ministre de l'Environnement de l'Angola, le ministre de l'Environnement du Rwanda et le ministre de l'Environnement de la République démocratique du Congo. Je voudrais saluer tout particulièrement Jean-Louis BORLOO qui est revenu ce matin de Copenhague et qui repart, Alain JOYANDET et Bernard KOUCHNER qui est parti à l'Assemblée nationale, de même que François FILLON.

La chose est claire, nous voulons aider les pays du Bassin du Congo qui représente la 2<sup>e</sup> forêt du monde. Il s'agit d'un patrimoine de l'humanité. Il s'agit d'un patrimoine dont l'humanité a besoin. La façon la plus efficace et la plus économe de limiter les émissions de carbone, c'est de lutter contre la déforestation. La base, c'est cela. Les pays du Bassin du Congo, y compris le Tchad. Le Tchad est le pays qui défend la forêt parce que si le désert engloutit le Tchad, c'est les pays derrière qui se trouvent engagés. J'ai promis par ailleurs au Président DEBY de l'aider dans son juste combat pour sauver le lac Tchad qui a réduit de dimension dans des proportions extraordinairement préoccupantes. Mais ces pays là ne peuvent pas seuls entretenir une forêt qui est le patrimoine de l'humanité. Donc toute l'idée, c'est qu'à Copenhague, nous mobilisons des moyens extrêmement importants pour les aider. C'est l'intérêt de l'Afrique, mais c'est aussi notre intérêt à nous, Européens.

L'Afrique est à 12 kilomètres, par le détroit de Gibraltar, de l'Europe. Qui peut penser que le désastre de l'Afrique n'aurait pas des conséquences catastrophiques pour l'Europe ? Et comme nos amis Africains ont été déçus par des promesses qui n'ont pas été tenues dans le passé, disons les choses comme elles sont, nous avons inventé avec le Royaume-Uni, le « fast start » qui sont les financements publics des trois premières années £ 2010, 2011, 2012 : 10 milliards de dollars.

L'Europe s'est engagée sur cette position. A Copenhague, il faut un accord là-dessus. Et puis, nous nous sommes engagés avec le Premier ministre éthiopien et le coordonnateur de l'Afrique sur Copenhague : 50 milliards en 2010, 100 milliards par la suite. Il faut des financements innovants sous la forme de taxation des transactions financières et même de taxation sur le fioul des bateaux. Il y a plusieurs pistes, peut-être faudra-t-il les cumuler. Et sur ces bases là, il y a une position commune entre l'Afrique et l'Europe avant Copenhague.

C'est ce que nous avons décidé hier avec le Premier ministre éthiopien et c'est ce que nous

confirmons aujourd'hui avec les onze pays du Bassin du Congo. Nous voulons un accord à Copenhague. Nous voulons que cet accord se traduise par des engagements ambitieux tout de suite et nous voulons un organisme mondial de l'environnement qui contrôle les engagements climatiques et les engagements financiers qui seront pris.

Il y a bien d'autres choses que l'on s'est dites. Par ailleurs, la France s'engagera dans la communauté des pays du Bassin du Congo pour les aider à gérer la forêt, comme nous nous sommes engagés au côté du Brésil pour la forêt amazonienne. C'est vraiment stratégique ce qui est en train de se passer. Par ailleurs, j'ai proposé aux chefs d'Etat et aux représentants des gouvernements qui sont ici que dans les grandes conférences internationales que nous aurons dans les mois et les années futures, on essaye de coordonner nos positions, parce qu'au fond, l'Europe et l'Afrique, c'est la même famille. Et il nous faut tourner la page du débat sur la colonisation, la post-colonisation. Maintenant ce qui compte, c'est le développement, c'est la protection de l'environnement et c'est une stratégie commune.

C'est pour moi très important.

Pour terminer, je voudrais dire que, outre les chefs d'Etat qui sont ici et que je remercie une nouvelle fois, avoir la représentation du Rwanda à nos côtés, alors que nous venons d'échanger des ambassadeurs après les malentendus, les disputes, les oppositions, avoir la représentante de l'Angola, là aussi, montre que la politique de la France en Afrique, c'est une politique de rassemblement, d'ouverture et d'apaisement.

Il ne s'agit pas de savoir si on est francophone, anglophone, lusophone, il s'agit de savoir si on veut prendre en main le destin du monde dans cette préoccupation environnementale. Nous ne pouvons pas avoir un échec à Copenhague. Et c'est dans cet état d'esprit que nous sommes réunis. Les chefs d'Etat répondront à toutes les questions que vous voudrez et c'est dans cet état d'esprit que, demain, je serai à Copenhague, aux côtés de Jean-Louis, même si, bien sûr, vous imaginez bien qu'on suit les choses minute par minute.

On a convenu que vous posiez les questions et que mes collègues répondront.

QUESTION - Monsieur le Président, hier, vous aviez le Président OBAMA au téléphone. Est-ce que sur l'aide à apporter notamment à l'Afrique, le Président américain vous rejoint et s'engagera d'après vous sur cette aide ?

LE PRESIDENT - Nous avons eu 45 minutes de conversation téléphonique, je n'étais pas seul, il y avait également Angela MERKEL et Gordon BROWN. Je veux saluer l'engagement du Président américain pour que Copenhague soit un succès. Je l'ai déjà dit, je pense que le Président OBAMA est courageux et qu'il est en avance sur la classe politique américaine. A mon avis, même toutes tendances confondues.

Sur le « fast start », je crois pouvoir dire -mais je ne suis pas porte-parole du gouvernement américain, il faut lui demander- mais je crois pouvoir dire qu'il est d'accord. Nous avons même décidé d'échanger des papiers après le « fast start » sur les financements innovants parce que nos amis Africains disent : « c'est très bien, les trois premières années, mais qu'est-ce qui se passe après ? » Parce que eux, trois ans, au regard de l'avenir du lac Tchad ou l'avenir de la forêt, ils vous le diraient mieux que moi, c'est peu de choses. Parce que les gens qui vivent dans ces régions sont très pauvres et ils vivent de la forêt. Cela consiste à leur dire : « ne coupez pas le bois pour en faire du charbon ». Vous pouvez leur dire cela si, en échange, vous créez des emplois, vous donnez des moyens, sinon ce n'est pas juste. Eux-mêmes vont se retrouver bloqués avec cela.

Mais le Président OBAMA est donc d'accord sur le «fast start » et il n'est pas opposé à ce que nous étudions des financements innovants. Je peux même dire qu'il est d'accord sur l'idée de faire participer des fonds privés, car on parle de 50 milliards d'euros par an, 100 milliards par la suite, chacun comprend bien que cela ne peut pas être que des fonds publics. Personne ne peut garantir cela. Il faut trouver des financements réguliers et récurrents. Le Président OBAMA est suffisamment ouvert sur ces questions puisque, même, nous avons convenu d'échanger des papiers, Gordon BROWN, moi et lui, sur ce que nous envisageons. C'est donc très positif.

La question évidemment qui préoccupe nos amis américains, c'est : est-ce qu'ils peuvent avancer

si les Chinois n'avancent pas ? Vous savez, je connais bien ce débat puisque nous l'avons eu en Europe. C'est Gordon BROWN et moi qui avons poussé pour que l'Europe fasse le saut de 20 à 30% avant même que les autres n'aient fait l'effort. Si tout le monde attend que l'autre fasse un effort, on peut attendre longtemps. Je crois qu'il fallait mettre cela sur la table. Je pense que les Américains sont assez ouverts sur ces propositions et je note avec beaucoup de satisfaction l'ouverture des Indiens, et notamment du Premier ministre SINGH, qui montre lui-aussi un grand leadership.

Je ne me fais aucune illusion, on n'arrivera pas jeudi avec un accord. Il va falloir travailler dur et la mobilisation de nos amis africains est capitale pour obtenir cet accord.

QUESTION - Il semble qu'il y ait eu à la tête, à la direction de la Conférence de Copenhague, des changements inattendus. Ce n'est pas bon signe. Qu'est-ce que vous en pensez ?

LE PRESIDENT - Au contraire, comme depuis le début je fais grande confiance à M.

RASMUSSEN, je suis ravi que M. RASMUSSEN ait pris la présidence de la Conférence. C'est le bon niveau. Je veux redire combien j'apprécie son travail. On ne peut pas se plaindre que le Premier ministre danois décide de prendre lui-même en main l'organisation de la Présidence. C'est le contraire qui m'aurait gêné. C'est le contraire qui aurait été mauvais signe. C'est un homme qui travaille dur et en qui nous avons toute confiance.

QUESTION - Monsieur le Président, sur quelles bases avez-vous décidé le montant du « fast start » ?

LE PRESIDENT - Sur quelle base ? On a essayé d'être crédible, si vous voulez, je parle sous le contrôle de mes amis africains. Si on proposait une somme qui était trop faible, Denis, Paul, Idriss, François BOZIZE m'auraient dit : « écoutez, c'est une plaisanterie ! ». Si on proposait une somme qui était trop élevée, il fallait trouver les gens pour la payer. Par exemple sur les 10 milliards, il y en a 2 milliards et demi qui sont de la responsabilité de l'Europe. Cela n'a pas été un petit combat de répartir les chèques entre chacun. Pour un pays comme le nôtre, c'est quand même 420 millions par an. Donc, on a essayé de faire un équilibre entre ce que souhaitent les Africains -le plus possible- et les contributions qu'il fallait demander aux uns et aux autres. Le Premier ministre MELES ZENAWI a eu la sagesse, au nom de l'Afrique, de considérer que c'était raisonnable. Si le coordonnateur de l'Afrique considère que c'est raisonnable pour commencer, je ne vois pas quel autre commentaire on peut faire, nous. Je suis sûr qu'il n'aurait pas refusé 15 milliards, mais après, il faut les trouver. D'après ce que j'ai compris de mes discussions avec MELES ZENAWI, il préfère 10 milliards certains que 15 milliards qui n'engagent personne.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez vous-même évoqué des promesses non tenues. On pense notamment aux promesses faites par le G8 à G1 en 2005 qui n'ont jamais été tenues. Quelle est la garantie que l'on a que cette fois ces promesses vont être tenues ? D'autre part, quelle forme va prendre l'aide que la France envisage d'apporter pour le sauvetage du lac Tchad, du moins de ce qui reste du lac Tchad, aujourd'hui ?

LE PRESIDENT - La garantie, c'est que, comme c'est de l'argent pour 2010, il ne faudra pas attendre longtemps. C'est assez simple. On a fait exactement le contraire de ce qui s'est fait jusqu'à présent, on a prévu un financement pour les trois années qui viennent. Ce sera très simple : est-ce qu'en 2010, c'est-à-dire demain matin, l'argent est là ou il n'est pas là ? Il n'y a pas de « misfit » possible.

A la fois Idriss et Denis m'ont dit combien ils regrettaient que la France ne participe pas assez à la COMIFAC, qui est la Commission des forêts d'Afrique centrale. J'ai indiqué que dorénavant, nous allons y participer au plus haut niveau. Nous allons orienter une partie des fonds de l'AFD et des fonds de coopération vers la COMIFAC. Idriss DEBY m'indiquait que la forêt était une chose, mais qu'il y avait le lac Tchad : cela pourrait très bien devenir une des priorités françaises, de notre aide au développement, c'est un très beau projet. Après tout, on s'est préoccupé de l'avenir de la mer Morte, on s'est préoccupé de la situation de la mer d'Aral, il n'est pas anormal de se préoccuper d'un des plus grands lacs africains, je crois, derrière le lac Victoria. Il n'est pas anormal de s'en préoccuper.

Alors comment ? Quoi ? Cela va faire partie du travail de M. BORLOO et de M. JOYANDET de rencontrer nos amis, de voir ce qu'ils attendent de nous. Il y a des tas de projets, par exemple

rencontrer nos amis, de voir ce qu'ils attendent de nous. Il y a des cas de projets, par exemple, l'idée que les entreprises qui auraient une concession sur la forêt seraient obligées de créer des emplois urpo transformer les grumes, les sciures. Il n'y a aucune raison que cela ne se passe pas en Afrique. Cela crée de l'emploi, cela crée des revenus, c'est tout à fait cohérent. On peut les aider dans ce sens là .

Il y a des pays du Bassin du Congo qui sont en post-conflit : le Burundi, et d'autres. Ces pays où tant de jeunes étaient dans la guerre, il faut bien leur trouver des emplois. On peut parfaitement, dans l'exploitation raisonnable de ces forêts, imaginer que la transformation des grumes se fasse sur place. Et, à ce moment là, on transportera des produits déjà un peu ouvragés, avec un peu de plus-value sur place, plutôt que de sortir la matière première et de laisser l'Afrique sans rien. Voilà, par exemple, sur quoi on peut travailler. On a juste parlé de cela, on n'est pas rentré dans le détail.

Mais la volonté politique de la France, elle est bien celle-ci, d'aller dans cette direction là et de prendre toute sa place à la COMIFAC. Si vous n'êtes pas d'accord, dites le, moi, je ne suis pas le porte-parole....

QUESTION - Monsieur le Président, j'aimerais bien que vos homologues africains nous donnent leur sentiment sur ce que vous avez pu leur apprendre sur la conversation avec M. OBAMA sur l'ouverture qu'il semble marquer sur certains points, et si cela leur semble un bon début pour parvenir à un accord à Copenhague qui peut satisfaire l'Afrique ?

M. DENIS SASSOU-NGUESSO - Il est évident que nous avons salué les initiatives prises par notre ami, le Président SARKOZY, et nous l'encourageons, le soutenons, nous pensons qu'ensemble, nous devons tout mettre en oeuvre pour obtenir le succès à Copenhague.

Nous avons clairement dit que si les efforts dans le court terme étaient nécessaires, il faut qu'il y ait bien plus de visibilité au-delà de 2012. C'est ce qu'il a dit, et c'est sur ces bases là que nous devons discuter.

Troisièmement, nous avons affirmé que l'Afrique est prête et que cette fois, -souvent on a dit que l'Afrique était le problème, c'est toujours le problème, c'est tellement vrai, l'Afrique peut être considérée comme la solution au problème qui se pose- dans cette démarche, nous ne souhaitons pas qu'un pays reste en arrière, que ce soient les Etats-Unis d'Amérique, la Chine et d'autres. Nous pensons que nous devons tout mettre en oeuvre pour que l'humanité entière avance et qu'il n'y ait pas de pays qui reste derrière. Cela, nous allons le voir à Copenhague et si, comme le Président SARKOZY le dit, il y a des ouvertures du côté des Etats-Unis d'Amérique, c'est tant mieux. Nous allons travailler dans ce sens et s'il y a quelques réserves ou résistances du côté de la Chine, la Chine est un pays ami de l'Afrique, et nous disons que nous, Africains, nous allons discuter ouvertement avec nos amis Chinois pour obtenir qu'ils avancent avec nous dans la bonne direction.

Voilà, dans l'ensemble, nous n'allons pas à Copenhague avec le sentiment de l'échec. Au contraire, nous allons à Copenhague avec la volonté d'aboutir à un accord et, sur ce point, l'Afrique parle d'une même voix. Il y a, au niveau de l'Afrique, un comité sur le climat, notre ami MELES préside ce comité. Ce sont des décisions qui ont été prises niveau de l'Union africaine. Il parle en notre nom. S'il est venu ici, discuter avec le Président SARKOZY, il parle au nom de l'Afrique, il a l'autorité pour le faire et c'est dans cet esprit que nous allons discuter à Copenhague. Vous voyez qu'à Copenhague, il n'y a pas encore eu de fausses notes en ce qui concerne l'Afrique. Nous allons avec toute l'ouverture.

On a parlé du Bassin du Congo, oui, le Bassin du Congo a un plan qui a été adopté, un plan de convergence. Les Etats membres du Bassin du Congo ont déjà pris des décisions qui sont connues et qui sont mises en oeuvre : la gestion rationnelle de s forêts du Bassin du Congo, la traçabilité des bois. Toutes ces mesures sont déjà mises en oeuvre avant même qu'il y ait les accords à Copenhague. Donc, nous allons avec quelque chose, nous apportons quelque chose, nous n'allons pas à ces négociations les mains nues, et c'est en cela que nous pouvons dire qu'aujourd'hui, dans cette question du développement durable, l'Afrique est une partie de la solution à ce problème. Ce n'est pas l'Afrique seule qui va résoudre le problème, l'Afrique est une partie de la solution au problème.

M. IDRIS DEBY ITNO - Ce que je voudrais ajouter au Président Denis ne fait que compléter le Président SARKOZY, c'est qu'il faut savoir, c'est une précision importante, pour la Commission des forêts du Bassin du Congo, le cas des membres est partie intégrante. Dans cette commission, - commission créée en 1999 et qui est fonctionnelle depuis 2002, avec tous les outils juridiques et autres - il y a des pays qui ont soutenu cette commission financièrement, il y a des pays qui ont soutenu cette commission sur le plan d'organisation, du montage, disons tout ce qui est dossier juridique et autres. C'est ce que nous avons en fait demandé au Président SARKOZY, et c'est un peu en marge du Sommet de Copenhague. Cela ne concerne pas le Sommet de Copenhague, mais cela concerne tout simplement les forêts équatoriales de l'Afrique centrale avec la France, le rôle que la France doit jouer.

Il y a la question évidemment importante du lac Tchad. C'est le deuxième grand lac d'Afrique au sud du Sahara, alors qu'au nord du Sahara, il n'y a pas de lac, bien sûr. Ce lac va mourir dans quelques années si rien n'est fait. Prenez les chiffres pour que tout le monde comprenne, parce que ce lac n'appartient pas seulement aux Tchadiens, c'est un élément essentiel qui contribue à l'écologie sur le plan planétaire. En 1970, le lac Tchad avait une superficie de 25 000 km<sup>2</sup>. En 2002, nous sommes à 2 000 km<sup>2</sup>. Donc là, il y a urgence d'agir. Et il y a urgence pour que la communauté internationale fasse quelque chose pour sauver le lac Tchad. Au-delà du rôle écologique que ce lac joue au cœur de l'Afrique, il y a quand même tous les pays riverains qui sont là, plus de 30 millions de personnes vivent de ce lac là. Ce sera une catastrophe écologique et humanitaire si nous ne faisons rien et rapidement pour sauver ce lac Tchad. Les solutions sont là. Bien sûr, c'est cher. Les solutions sont là et c'est cher, et c'est pour cela que j'avais demandé personnellement au Président SARKOZY de nous aider à organiser un sommet, une réunion quelconque de bailleurs de fonds autour de la question du lac Tchad. Je le remercie beaucoup, il a accepté.

Il faut savoir aussi que le Tchad, bien que c'était à l'orée de la forêt équatoriale, nous avons aussi quelques arbres, on n'a pas des eaux coupées mais le Tchad naturellement est une barrière à l'avancée du désert. Si on ne fait rien pour rétablir et pour arrêter ce désert, cela va affecter les pays au sud du Sahara, les forêts, dont on parle aujourd'hui. Il faut protéger le Tchad pour que ces forêts là se pérennisent. Sinon, il n'y aura pas de forêt demain après-demain au sud du Tchad en Afrique centrale. Et c'est un élément extraordinaire dont il faut tenir compte je crois aussi.

M. FRANÇOIS BOZIZÉ - Le Sommet de Copenhague est un Sommet important pour l'humanité tout entière. Il nous faudra faire en sorte qu'à l'issue de ce sommet, il y ait des décisions sérieuses qui soient prises et que le Sommet ne puisse pas accoucher d'une souris. Après la rencontre cet après-midi avec le Président français, le Président SARKOZY, nous pourrions nous dire qu'on peut aller à Copenhague avec un certain brin d'optimisme puisque il nous a donné quelques éclaircissements sur les efforts qu'a déployés la France, qu'a déployés le Président français pour que l'avenir après Copenhague puisse porter ses fruits.

Pour nous, pays africains, je crois que c'est l'occasion où jamais de soutenir l'action de la France et de l'Union européenne, pour qu'elle serve de locomotive afin de booster tout ce qui pourrait compromettre les bonnes décisions au niveau de Copenhague. L'Afrique, la France, l'Union européenne parlent d'une même voix. C'est déjà tout important lors du Sommet de Copenhague. Il nous faut aller dans ce sens afin que ceux qui hésitent, on parle de la Chine, on parle aussi des Etats-Unis, puissent revenir à la raison car la menace est là, il n'est pas question de s'y soustraire. Il faut à tout prix que nous parlions le même langage pour trouver les voies et les moyens pour faire face à cette situation qui risquerait de porter atteinte à l'humanité tout entière.

Je crois que c'est l'esprit qui nous anime après la rencontre de cet après-midi avec le Président français et nous pourrions nous féliciter de cette unité d'esprit et agir dans ce sens pour qu'enfin, à Copenhague, les choses puissent aboutir à de bons résultats.

La COMIFAC est une structure qui a fonctionné depuis longtemps, qui est soutenue par des partenaires extérieurs. Nous avons déjà une plateforme sur laquelle nous pouvons nous asseoir

pour parler à Copenhague et dire que l'Afrique avance dans le bon sens. Nous ne voyons pas pourquoi des

pays aussi développés que la Chine ou les Etats-Unis puissent être à l'arrière de cette situation qui menace l'humanité tout entière. J'en ai terminé.

LE PRESIDENT - Merci, Monsieur le Président. Mesdames et Messieurs. Une dernière question ? Mais Paul BIYA, je lui ai demandé. Paul est un sage, il m'a indiqué qu'il se sentait représenté par ce qu'ont dit ses collègues, c'est bien cela Paul ?

M. PAUL BIYA - Mais, bien sûr, Monsieur le Président, je ne voudrais pas répéter ce que j'avais déjà dit cette année. D'abord vous dire merci, Monsieur le Président de la République française, pour avoir pris l'initiative de réunir tous les chefs d'Etat du Bassin du Congo. Nous tenons également à vous remercier pour l'action extrêmement dynamique, comme à l'accoutumée, que vous avez conduite aussi bien auprès de vos collègues de l'Union européenne qu'en direction de l'Amérique pour mobiliser les fonds nécessaires pour venir en aide à l'Afrique.

Je voudrais dire simplement à l'attention de ceux qui nous écoutent que l'Afrique est disposée, et je dirais, décidée à apporter toute sa contribution à la résolution du problème du changement climatique. Mais comme on l'a dit, pour que cet apport de l'Afrique soit efficace, l'Afrique a besoin d'être aidée, secourue financièrement. C'est ce que le Président SARKOZY et d'autres chefs d'Etat ont compris. Qu'est-ce que je peux ajouter ? Je dirais simplement que nous allons à Copenhague groupés derrière le Président SARKOZY pour que l'apport de l'Afrique soit vraiment efficace à la solution finale du problème qui nous préoccupe. C'est tout ce que je voulais vous dire. Je vous remercie.

QUESTION - Grâce au Sommet de Copenhague, on voit les Présidents SASSOU et BIYA s'asseoir aujourd'hui pour la première fois, ensemble, depuis que deux journaux congolais, camerounais ont allumé le feu. Est-ce que, Monsieur le Président, vous avez profité de cette rencontre pour évoquer la prétendue querelle de leadership qu'il y a en Afrique centrale ? Et une dernière question au Président BOZIZÉ. Monsieur le Président, fin décembre, le secrétaire d'Etat à la Coopération, Monsieur Alain JOYANDET, sera à Bangui pour la signature d'un nouvel accord de défense. Est-ce que l'Assemblée nationale centrafricaine a été associée aux négociations en conduisant ce nouvel accord ? Merci.

LE PRESIDENT - On ne regrette pas de vous avoir donné la parole ! Franchement, on a eu assez de problèmes à régler avec Copenhague, et tout cela, vraiment, a occupé nos conversations. Deuxièmement, j'ai trouvé une excellente ambiance entre le Président BIYA et le Président SASSOU et les autres.

Troisièmement, je n'ai pas du tout envie de me mettre dans ces trucs-là.

Et quatrièmement, quand le Président BOZIZÉ rentrera en Centrafrique, il sera très heureux de répondre aux questions internes à la Centrafrique. Et je m'en sors comme cela, en vous donnant rendez-vous à Copenhague !